

**PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

Direction Régionale et Interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France  
Unité Départementale de Seine-et-Marne

**ARRETE PREFECTORAL n° 2016/DRIEE/UD77/105  
du 22 novembre 2016**

**de mise en demeure à l'encontre de la société GALVACHAUD  
pour son site situé au 13, rue Jacquard, dans la zone industrielle de Mitry-Compans,  
à COMPANS (77 290)**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du mérite**

**VU** la partie législative du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514-5 ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc MARX, Préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 16/PCAD/033 du 18 mai 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

**VU** l'arrêté n° 2016-DRIEE-IdF-213 du 13 juillet 2016 portant subdélégation de signature ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 février 2015 modifiant l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD 1 IC 351 du 17 décembre 2009 autorisant la société GALVACHAUD à exploiter un atelier de traitement de surface et un atelier de galvanisation à chaud ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2015/DRIEE/UT77/042 du 25 mars 2015 imposant des prescriptions complémentaires à la société GALVACHAUD pour la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations de traitement de surfaces et de galvanisation du site exploité au 13, rue Jacquard, dans la zone industrielle de Mitry-Compans sur le territoire de la commune de COMPANS ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées daté du 4 octobre 2016, établi suite à la visite d'inspection du 15 septembre 2016, proposant à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure la société GALVACHAUD de respecter les articles 2.3 et 2.4 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2015, les articles 8.2.3, 9.2.1 et 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2009, ainsi que l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12 février 2015 susvisés ;

**CONSIDERANT** que la société GALVACHAUD exploite un atelier de traitement de surfaces et un atelier de galvanisation soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sur le site de COMPANS ;

**CONSIDERANT** que plusieurs non-conformités notables ont été constatées pendant la visite d'inspection réalisée le 15 septembre 2016 sur le site de la société GALVACHAUD situé à COMPANS ;

**CONSIDERANT** que, dans son rapport daté du 4 octobre 2016, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure la société GALVACHAUD de respecter les articles 2.3 et 2.4 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2015, les articles 8.2.3, 9.2.1 et 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2009, ainsi que l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12 février 2015 susvisés ;

**CONSIDERANT** que, par courrier du 4 octobre 2016, l'inspection des installations classées a transmis son rapport faisant suite à la visite d'inspection du 15 septembre 2016 sur le site de la société GALVACHAUD situé à COMPANS ;

**CONSIDERANT** que, par courrier du 17 octobre 2016, la société GALVACHAUD a fait part de ses observations dans les délais impartis ;

**CONSIDERANT** que les observations de la société GALVACHAUD ne permettent pas de lever les non-conformités notables relevées lors de la visite d'inspection du 15 septembre 2016 ;

**CONSIDERANT** que la société GALVACHAUD doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations concernées en cas de cessation d'activité ;

**CONSIDERANT** que la société GALVACHAUD disposait d'un délai d'un mois à compter du 26 novembre 2015 pour transmettre le document attestant la constitution du montant des garanties financières établi dans les formes prévues de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ;

**CONSIDERANT** que la société GALVACHAUD n'a pas transmis l'original de l'attestation de constitution des garanties financières ;

**CONSIDERANT** que la société GALVACHAUD devait justifier des travaux de mise en conformité des installations électriques afin de lever les non-conformités mentionnées dans le rapport de vérification de l'APAVE du 3 décembre 2014 ; ;

**CONSIDERANT** que la société GALVACHAUD n'a pas transmis de documents justifiant la réalisation des travaux de mise en conformité des installations électriques ;

**CONSIDERANT** que, d'après le rapport de vérification des installations électriques Q18 du 8 janvier 2016, l'APAVE a relevé 4 non-conformités dont 1 récurrente ;

**CONSIDERANT** que le rapport de vérification des installations électriques Q18 de l'APAVE du 8 janvier 2016 indique que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;

**CONSIDERANT** que la société GALVACHAUD n'a réalisé aucune mesure des émissions atmosphériques depuis 2011 ;

**CONSIDERANT** qu'une odeur d'ammoniac était présente dans l'atelier de galvanisation pendant la visite d'inspection du 15 septembre 2016 ;

**CONSIDERANT** que le non respect de ces prescriptions présente des enjeux en termes de risque d'incendie, d'explosion et de pollution ;

**CONSIDERANT** que les installations peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France,

## ARRETE

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> – TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société GALVACHAUD, dont le siège social est situé au 13, rue Jacquard, dans la zone industrielle de Mitry-Compans, à COMPANS (77 290), est mise en demeure pour son établissement situé à la même adresse de respecter, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes :

- **l'article 8.2.3 (installations électriques – mise à la terre) de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2009 susvisé :**

*« Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.*

*Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisation...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.*

*Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport.*

*L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. »*

- **l'article 9.2.1 (auto surveillance des émissions atmosphériques) de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2009 susvisé :**

*« La surveillance des rejets dans l'air porte sur :*

*– le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;*

*– les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.*

*Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration, et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent. Cette campagne de mesures annuelle porte, à minima, sur trois points (bains d'acide chlorhydrique, bain de fluxage et bain de galvanisation). En fonction des résultats obtenus lors des deux premières campagnes de mesures annuelles réalisées par un organisme agréé, les paramètres faisant l'objet de la surveillance des effluents industriels atmosphériques pourraient être revus, sur proposition de l'exploitant et après accord de l'inspection des installations classées. »*

- **l'article 9.3.2 (analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance des émissions atmosphériques) de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2009 susvisé :**

*« Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.1 du présent arrêté sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats sur la période considérée (comparaison des résultats obtenus avec les valeurs limites imposées au titre 3 du présent arrêté), des modifications*

éventuelles du programme de surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues ainsi que l'efficacité attendue. Les résultats des mesures ou analyses sont archivés pendant au moins 10 ans. »

- **l'article 2.3 (délai de constitution des garanties financières) de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2015 susvisé :**

« Les garanties financières sont constituées selon l'échéancier prévu à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement. »

- **l'article 2.4 (constitution des garanties financières) de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2015 susvisé :**

« L'exploitant adresse au Préfet, avant les dates mentionnées à l'article 2.3 du présent arrêté le document original attestant la constitution du montant des garanties financières défini audit article 2.3, document établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé. »

- **l'article 2 (modification de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012) de l'arrêté ministériel du 12 février 2015 susvisé :**

« I. L'article 3 de l'arrêté du 31 mai 2012 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 3 – Les installations mentionnées à l'annexe I du présent arrêté et existantes en date du 1er juillet 2012 sont mises en conformité avec les obligations de garanties financières prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement selon l'échéancier suivant :

- constitution de 40 % du montant initial des garanties financières à compter du 1er juillet 2015 ;
- constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant trois ans.

En cas de constitution de garanties financières sous la forme d'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations, les installations mentionnées à l'annexe I du présent arrêté et existantes en date du 1er juillet 2012 sont mises en conformité avec les obligations de garanties financières prévues à l'article L. 516-1 selon l'échéancier suivant :

- constitution de 30 % du montant initial des garanties financières à compter du 1er juillet 2015 ;
- constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant sept ans.

Les installations mentionnées à l'annexe II du présent arrêté et existantes en date du 1er juillet 2012 sont mises en conformité avec les obligations de garanties financières prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement selon l'échéancier suivant :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières à compter du 1er juillet 2019 ;
- constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant quatre ans.

En cas de constitution de garanties financières sous la forme d'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations, les installations mentionnées à l'annexe II du présent arrêté et existantes en date du 1er juillet 2012 sont mises en conformité avec les obligations des garanties financières prévues à l'article L. 516-1 selon l'échéancier suivant :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières à compter du 1er juillet 2019 ;
- constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans. »

II. Les dispositions du présent article s'appliquent nonobstant toute disposition contraire présente dans les arrêtés préfectoraux complémentaires antérieurs à la publication du présent arrêté. »

## **ARTICLE 2 – SANCTIONS**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 – FRAIS**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 4 – INFORMATION DES TIERS**

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de COMPANS et peut y être consultée.

Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles la société GALVACHAUD est soumise, est affichée en mairie de COMPANS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé à la Préfecture (Direction de la Coordination des Services de l'État) par les soins du maire.

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet de la Préfecture pour une durée identique.

Une copie du présent arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

## **ARTICLE 5 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS (ARTICLES L. 514-6 et R. 514-3-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 MELUN, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

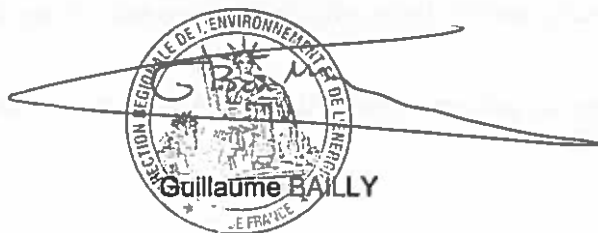
**ARTICLE 6 – EXECUTION**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Le Sous-Préfet de MEAUX,
- Le Maire de COMPANS,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à la société GALVACHAUD, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 22 novembre 2016,

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur et par délégation,  
Le Chef de l'Unité Départementale  
Seine-et-Marne,



**DESTINATAIRES :**

- La société GALVACHAUD,
- Le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC),
- Le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- Le Sous-Préfet de MEAUX,
- Le Maire de COMPANS,
- Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE.

